

DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

DIUO

MAUBEUGE CPAM Travaux de refection de toitures

24 RUE DE LA CROIX

BP 60600

59607 MAUBEUGE CEDEX



DEKRA Industrial
Centre TERTIA 3000
10 rue Henri Matisse
59300 AULNOY LEZ VALENCIENNES

Tél. 03.20.16.33.90

Affaire n° : 54113923

Coordonnateurs SPS

Conception : STEPHANIE VELLA
Réalisation : STEPHANIE VELLA

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
12/11/2024	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Présentation du D.I.U.O.	3
Description de l'opération	3
Contenu du DIUO	3
Limites	3
Conditions de transmission	4
Liste des intervenants.....	4
Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Coordonnateur sps,	4
Entreprises ayant participé à la construction de l'ouvrage	5
Phase conception de l'ouvrage	6
Analyse des risques concernant les interventions ulterieures	6
Phase réalisation de l'ouvrage.....	6
Récapitulatif des bordereaux d'enregistrement des plans et notes techniques	6
Entreprises ayant remis les bordereaux des plans et notes techniques	6
Entreprises n'ayant pas remis les bordereaux des plans et notes techniques	6
Fiches d'interventions	7
Dossiers techniques	14
Dossier technique « Amiante »	14
Dossier de maintenance des lieux de travail.....	15
PV de transmission et de suivi de l'ouvrage	16
Etat des transmissions ou affectations successives de l'ouvrage	16
P.V. de transmission du DIUO en fin de phase conception.....	17
P.V. de transmission du DIUO à l'achèvement de l'ouvrage	18



Présentation du D.I.U.O.

DESCRIPTION DE L'OPERATION

Le présent document traite des interventions ultérieures normalement prévisibles sur l'opération : « MAUBEUGE CPAM Travaux de refection de toitures » 24 RUE DE LA CROIX BP 60600 59607 MAUBEUGE CEDEX

CONTENU DU DIUO

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Il comporte, **pour tous les types d'opération de bâtiment**, les dispositions prises notamment (article R. 4211-3 du code du travail) :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R. 4214-2 du code du travail ;
- pour l'accès en couverture et notamment : les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ; les possibilités de mise en place rapide de garde-corps rigides définitifs pour les interventions importantes ; les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- pour faciliter l'entretien des façades et notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, notamment pour : le ravalement des halls de grande hauteur ; les accès aux machineries d'ascenseurs ; les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;
- pour la localisation des espaces d'attente sécurisés au sens des articles R. 4216-2-1, R. 4216-2-2 et R. 4216-2-3, il précise les caractéristiques de ces espaces.

Ce dossier indique, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les installations sanitaires, les vestiaires collectifs et les locaux de restauration pouvant être mis à disposition du personnel des entreprises extérieures (en application de l'article R. 4513-8 du code du travail concernant les travaux effectués par une entreprise extérieure).

LIMITES

Ce dossier ne concerne pas les risques induits par la destination, l'utilisation ou l'exploitation de l'ouvrage qui doivent cependant être intégrés à la conception (modes opératoires liés au process), ni de la prévention des risques liés à la définition des modes opératoires relevant de la seule autorité du chef d'établissement.

A titre d'exemple, il ne traite pas :

- de l'entretien des sols et opérations de nettoyage, à l'exception des surfaces vitrées ;
- des procédures de protection des biens ;
- des contrôles d'accès ;
- de l'entretien des process, outils, machines et appareillage ;
- des équipements complémentaires acquis par l'exploitant pour faciliter la vie de l'établissement.

Ce dossier n'est pas un guide réglementaire relatif à l'exploitation de l'ouvrage.

En cas de modifications ou de transformations après livraison de l'ouvrage, le dossier doit être mis à jour.

Les mesures de prévention préconisées par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du DIUO doivent servir de base de réflexion et être complétées par l'analyse des risques lors de l'élaboration de plans de prévention préalablement à l'intervention d'entreprises extérieures (EE) ou de consignes données à son propre personnel par le chef d'établissement.

Périodicité des interventions : Les périodicités des interventions indiquées sur les fiches sont données à titre indicatif, elles seront susceptibles de varier en fonction de la vie de l'ouvrage. Certaines données sont extraites de l'ouvrage « *La maintenance des bâtiments* », de Jean-René Albano, publié aux Editions du Moniteur 2^e édition 2005.



CONDITIONS DE TRANSMISSION

Par le coordonnateur SPS chargé de la phase conception de l'ouvrage au coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation des travaux (art. R. 4532-96 du code du travail) :

Le D.I.U.O. est constitué dès la phase Conception de l'ouvrage par le Coordonnateur qui en a la responsabilité et transmis au Coordonnateur chargé de la phase de réalisation des travaux lorsque celui-ci est différent : cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Par le coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation au maître d'ouvrage (art. R. 4532-97 du code du travail) :

Le D.I.U.O. sur l'ouvrage est remis au Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur en fonction lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

En cas de mutation de l'ouvrage (art. R. 4532-97 du code du travail) :

Le D.I.U.O. est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage. Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du dossier est également remis au syndic de l'immeuble.

Pour toute nouvelle opération (art. R. 4532-98 du code du travail) :

Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un Coordonnateur SPS est requis, un exemplaire du D.I.U.O. est remis au Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage.

Le Coordonnateur SPS apporte au D.I.U.O. les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux.

Les dispositions en matière de transmission prévues aux articles R. 4532-96 à R. 4532-98 du code du travail s'appliquent au dossier mis à jour.

Liste des intervenants

MAITRE D'OUVRAGE, MAITRE D'ŒUVRE, COORDONNATEUR SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
Maître d'ouvrage		
CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIE HAINAUT 63 Rue du Rempart 59300 VALENCIENNES	M Daniel DERVAUX	+33 3 59 38 25 76
Coordonnateur SPS		
DEKRA Industrial AGENCE HAUTS DE FRANCE Centre TERTIA 3000 10 rue Henri Matisse 59300 AULNOY LEZ VALENCIENNES	<u>Titulaire :</u> C : STEPHANIE VELLA R : STEPHANIE VELLA <u>Suppléant :</u> C : JONATHAN BARBIEUX R : JONATHAN BARBIEUX	03.20.16.33.90 stephanie.vella@dekra.com



ENTREPRISES AYANT PARTICIPE A LA CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Etanchéité	T			

Phase conception de l'ouvrage

ANALYSE DES RISQUES CONCERNANT LES INTERVENTIONS ULTERIEURES

Ouvrage concerné / Interventions prévisibles	Risques	Mesures de prévention demandées en phase conception
Travaux en toiture	Chute de hauteur	Protections collectives et/ou individuelles

Phase réalisation de l'ouvrage

RECAPITULATIF DES BORDEREAUX D'ENREGISTREMENT DES PLANS ET NOTES TECHNIQUES

Lots	Entreprises	DOE remis par l'entreprise au 12/11/2024 Oui/Non	Bordereau remis par l'entreprise ci-joint Oui/Non
Etanchéité		N	N

ENTREPRISES AYANT REMIS LES BORDEREAUX DES PLANS ET NOTES TECHNIQUES

Les bordereaux des plans et notes techniques sont joints au DIUO.

ENTREPRISES N'AYANT PAS REMIS LES BORDEREAUX DES PLANS ET NOTES TECHNIQUES

Les courriers de demande aux entreprises, des bordereaux des plans et notes techniques, sont joints au DIUO.



FICHES D'INTERVENTIONS

Désignation de la FICHE	
Toiture terrasse avec équipements techniques	
Toiture terrasse sans équipements techniques	
Nettoyage des surfaces vitrées	

D.I.U.O. Fiche par lieu d'Intervention

Toiture terrasse avec équipements techniques

Description et localisation

Accès :

Intervention ultérieure

Durée

Périodicité

Vérification étanchéité, entretien et nettoyage de la toiture terrasse et des ouvrages annexes (relevés, boîtes à eau, gravillon de protection, ...).	Courte	1 fois par an et chaque fois que nécessaire
Vérification des lignes de vie conformément aux normes NF EN 795 (dispositif d'ancrage – exigences et essais) et EN 365 (Exigences générales pour le mode d'emploi, l'entretien, l'examen périodique, la réparation, le marquage et l'emballage)	Courte	1 fois par an
Vérification des points d'ancrage cf aux normes NF EN 795 (dispositif d'ancrage – exigences et essais) et EN 365 (Exigences générales pour le mode d'emploi, l'entretien, l'examen périodique, la réparation, le marquage et l'emballage)	Courte	1 fois par an
Entretien et remplacement de la tour de refroidissement.	Courte et importante	1 fois par mois à tous les 10 ans pour son remplacement
Entretien et remplacement de l'antenne parabolique.	Courte	1 fois par an à tous les 10 ans pour son remplacement
Réfection de l'étanchéité.	Importante	Tous les 20 ans et suivant les garanties des matériaux mis en oeuvre

Risques prévisibles

Dispositions techniques et moyens de prévention

Chute de hauteur	<p>Protection collective : mise en place périphérique de garde-corps rigides sur les réservations de l'acrotère pour les interventions importantes réfection étanchéité et remplacement de la tour de refroidissement.</p> <p>Protection individuelle : Interventions en tous points de la toiture à l'aide d'équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur à partir de la ligne de vie existante. La signalisation de sécurité « intervention sous EPI contre les chutes de hauteur » et les caractéristiques des lignes de vie sont affichées au niveau de l'accès.</p>
Electrique	<p>Consignation électrique des équipements techniques avant intervention sur le matériel.</p> <p>Habilitation électrique au sens de la publication UTE C 18-510, obligatoire pour le personnel intervenant sur des installations électriques. Le niveau de l'habilitation électrique est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.</p>
Biologique : légionellose	Toute intervention sur la tour de refroidissement et en terrasse devra se faire sur une tour à l'arrêt pour éviter au personnel d'être exposé à des aérosols susceptibles de contenir des légionelles.
Travailleur isolé	L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail

Moyens de manutention

Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1^{er} mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.

Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention

Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.
Accueil du personnel intervenant : information et formation à la sécurité en fonction de la nature de l'activité et le caractère des risques.



La zone d'intervention sera balisée et interdite à toute personne étrangère à l'intervention, par la mise en place d'une signalisation de sécurité.
Une déviation piétons (passage provisoire, signalisation, ...) et une protection contre les chutes d'objets (bâches, filets, auvents, ...) seront mise en place.

Références documents et plans**Reportage photographique**

D.I.U.O. Fiche par lieu d'Intervention

Toiture terrasse sans équipement technique

Description et localisation

Accès

Intervention ultérieure

Durée

Périodicité

Vérification étanchéité, entretien et nettoyage de la toiture terrasse et des ouvrages annexes (relevés, boîtes à eau, gravillon de protection, ...).

Courte

1 fois par an et chaque fois que nécessaire

Vérification des lignes de vie conformément aux normes NF EN 795 (dispositif d'ancrage – exigences et essais) et EN 365 (Exigences générales pour le mode d'emploi, l'entretien, l'examen périodique, la réparation, le marquage et l'emballage)

Courte

1 fois par an

Vérification des points d'ancrage cf aux normes NF EN 795 (dispositif d'ancrage – exigences et essais) et EN 365 (Exigences générales pour le mode d'emploi, l'entretien, l'examen périodique, la réparation, le marquage et l'emballage)

Courte

1 fois par an

Réfection de l'étanchéité

Importante

Tous les 20 ans et suivant les garanties des matériaux mis en oeuvre

Risques prévisibles

Dispositions techniques et moyens de prévention

Chute de hauteur

Protection collective : mise en place périphérique de consoles avec garde-corps rigides.
Protection individuelle : interventions en tout point de la toiture à l'aide d'équipements de protection individuelle contre les chutes de hauteur à partir des lignes existantes. La signalisation de sécurité « intervention sous EPI contre les chutes de hauteur » et les caractéristiques des lignes de vie sont affichées au niveau de l'accès.

Travailleur isolé

L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.

Moyens de manutention

Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1^{er} mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.

Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention

Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Accueil du personnel intervenant : information et formation à la sécurité en fonction de la nature de l'activité et le caractère des risques.

La zone d'intervention sera balisée et interdite à toute personne étrangère à l'intervention, par la mise en place d'une signalisation de sécurité.

Une déviation piétons (passage provisoire, signalisation, ...) et une protection contre les chutes d'objets (bâches, filets, auvents, ...) seront mise en place.

Références documents et plans

Reportage photographique



D.I.U.O. Fiche d'Intervention

Nettoyage des surfaces vitrées

Description et localisation		
Accès		
Intervention ultérieure	Durée	Périodicité
Nettoyage des faces intérieures et extérieures des vitrages des façades.	Courte	1 fois par an, fréquence plus importante pour les parties soumises aux salissures
Nettoyage des faces intérieures et extérieures des vitrages en toiture au niveau de la verrière.	Courte	1 fois par an, fréquence plus importante pour les parties soumises aux salissures
Risques prévisibles	Dispositions techniques et moyens de prévention	
Chute de hauteur	<p>Rez-de-chaussée : hauteur maxi d'intervention pour les châssis , nettoyage à l'aide d'outils munis de raclettes avec manches télescopiques réglables.</p> <p>Etage : nettoyage de la face intérieure et de la face extérieure des châssis depuis le plan de travail constitué par le plancher du niveau concerné.</p>	
Electrique	<p>Avant intervention consignation électrique des appareils situés à proximité des surfaces à nettoyer par du personnel possédant l'habilitation électrique.</p> <p>Le niveau de l'habilitation est adaptée en fonction de la nature de l'intervention.</p>	
Etat des châssis vitrés	<p>Préalablement à l'intervention des travaux de nettoyage de vitres, visite préalable afin de déceler les risques liés aux ouvertures intempestives, aux fixations des châssis vitrés ou aux bris de vitres.</p>	
Chimique dus aux produits de nettoyage	<p>Les produits de nettoyage seront utilisés dans des conditions telles qu'il ne se produise aucun dégagement de vapeurs nocives.</p> <p>Les substances nocives pouvant être rencontrées dans les produits de nettoyage des vitres sont les éthers de glycol, isopropanol, tensioactif, parfois ammoniacque en faible quantité.</p> <p>La nature exacte des produits ou ingrédients employés (qualité, étiquetage, fiches toxicologiques et d'allergologie) seront communiqués aux personnes concernées.</p> <p>Les ouvrants des menuiseries seront maintenus ouverts pendant le nettoyage des vitres et le local sera ensuite maintenu aéré.</p>	
Travailleur isolé	<p>L'intervention ne devra pas être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir secourir en cas d'accident tout intervenant dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 4512-13 du code du travail.</p>	
Moyens de manutention		
<p>Tous les appareils et accessoires de levage sont soumis aux prescriptions des articles R. 4323-22 à 28 du code du travail, relatif aux vérifications à effectuer à la mise en service, à la remise en service et périodiquement. L'arrêté du 1^{er} mars 2004, précise le contenu des vérifications et les conditions dans lesquelles elles doivent être effectuées.</p>		
Contraintes liées à l'environnement et à l'intervention		
<p>Préalablement à l'intervention un plan de prévention sera établi conformément à l'article R. 4511-1 du code du travail, issu du décret n° 92-158 du 20 février 1992.</p> <p>La zone d'intervention sera balisée et interdite à toute personne étrangère à l'intervention.</p> <p>Une déviation piétons (passage provisoire, signalisation, ...) et une protection contre les chutes d'objets (bâches, filets, auvents, ...) sera mise en place.</p> <p>Accueil du personnel intervenant : information et formation à la sécurité en fonction de la nature de l'activité et le caractère des risques.</p>		



Références documents et plans

Reportage photographique

Dossiers techniques

DOSSIER TECHNIQUE « AMIANTE »

Le dossier technique « amiante » s'applique aux immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997.

Conformément à l'article R. 4532-95 du code du travail, « les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont également joint au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ».

(Phrases à supprimer selon choix)

Le dossier technique « amiante » en date du ..., transmis par le maître d'ouvrage est joint ci-après.
Il n'a pas fait l'objet de modifications suite aux travaux réalisés.

Le dossier technique « amiante » en date du ... transmis par le maître d'ouvrage est joint ci-après.
Il comporte l'actualisation du dossier suite à la réalisation des travaux.

Le dossier technique « amiante » mis à jour n'a pas été transmis par le maître de l'ouvrage : ci-joint courrier de demande du dossier.

Le dossier technique « amiante », mis à jour, sera joint au DIUO par le maître de l'ouvrage .

Le dossier technique « amiante » est consultable à l'adresse suivante :

.....

Auprès du service central des données :

Dossier de maintenance des lieux de travail

Suivant l'article R. 4211-3 du code du travail, le maître d'ouvrage élabore et transmet aux utilisateurs le dossier de maintenance des lieux de travail, au moment de la prise de possession des locaux et au plus tard dans le mois qui suit les éléments qui concernent :

- *le niveau d'éclairage* (art. R. 4213-4 du code du travail) : niveau minimum d'éclairage, pendant les périodes de travail, des locaux, dégagements et emplacements, ainsi que les éléments d'information nécessaires à la détermination des règles d'entretien du matériel d'éclairage ;
- *la ventilation et assainissement des locaux* (art. R. 4212-7 du code du travail) : notice d'instruction concernant les dispositions prises pour la ventilation et l'assainissement des locaux et les informations permettant au chef d'établissement d'entretenir les installations, d'en contrôler l'efficacité et d'établir la consigne d'utilisation ;
- *la description des installations électriques* (art. R. 4215-3 du code du travail) : dossier technique de la description et les caractéristiques des installations électriques réalisées ;
- *les installations de désenfumage* (article 15 de l'arrêté du 5 août 1992) : notice comportant les caractéristiques des installations de désenfumage et les informations permettant leur contrôle périodique et leur maintenance ;
- *les portes et portails automatiques et semi-automatiques* (art. 8 et 9 de l'arrêté du 21 décembre 1993) : dossier de maintenance des portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail ;
- *les personnes handicapées* (art. 8 de l'arrêté du 27 juin 1994) : fiche précisant les dispositions prises pour l'accessibilité des personnes handicapées et notamment les niveaux, les services et les équipements accessibles.

Le dossier de maintenance sera joint au présent DIUO par l'exploitant en fonction des différents éléments concernés par l'ouvrage.

PV de transmission et de suivi de l'ouvrage

ETAT DES TRANSMISSIONS OU AFFECTATIONS SUCCESSIVES DE L'OUVRAGE

Cet état doit être accompagné des procès verbaux établis lors des transmissions successives.

L'établissement d'un procès verbal de transmission est à prévoir :

- par le coordonnateur SPS "Conception", lors de la remise du D.I.U.O. au coordonnateur SPS "Réalisation" lorsque celui-ci est différent ;
- par le coordonnateur SPS "Réalisation" en fonction, à l'issue de la réception des travaux, lors de la remise du D.I.U.O. au maître d'ouvrage ;
- par le maître d'ouvrage, lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur SPS est requis.

Objet de la procédure (achèvement ouvrage, opérations nouvelles, vente)	Fonction ou raison sociale		Date de remise et signature du receveur
	du donneur	du receveur	



P.V. DE TRANSMISSION DU DIUO EN FIN DE PHASE CONCEPTION

PROCES-VERBAL DE TRANSMISSION EN FIN DE PHASE CONCEPTION

(en application de l'article R. 4532-96 du code du travail, issu du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994)

Je soussigné, _____ coordonnateur SPS chargé de la phase conception
transmet ce jour, le dossier d'intervention sur l'ouvrage(D.I.U.O.) de l'opération ci-dessus référencée

Fait à _____ le _____
Signature et cachet

Accusé de réception

Je soussigné,

Qualité : coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation,

certifie avoir reçu ce jour, le D.I.U.O. phase conception de l'opération ci-dessus référencée.

Fait à _____ le _____
Signature et cachet

*Le présent procès-verbal de transmission du D.I.U.O. a été établi en 2 exemplaires :
- 1 exemplaire signé est conservé par le coordonnateur SPS chargé de la phase réalisation
- 1 exemplaire est conservé dans le D.I.U.O.*



P.V. DE TRANSMISSION DU DIUO A L'ACHEVEMENT DE L'OUVRAGE

PROCES-VERBAL DE TRANSMISSION A L'ACHEVEMENT DE L'OUVRAGE

(En application de l'article R. 4532-96 du code du travail, issu du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994)

Je soussigné, STEPHANIE VELLA coordonnateur SPS,

transmet ce jour, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.)

de l'opération ci-dessus référencée.

Fait à VALENCIENNES le 12/11/2024

Signature et cachet

ACCUSE DE RECEPTION

Je soussigné,

Qualité : Maître d'ouvrage – Assistant maître d'ouvrage – Conducteur d'opération - Autre

certifie avoir reçu ce jour le D.I.U.O. de l'opération ci-dessus référencée.

Fait à le

Signature et cachet

Le présent procès-verbal de transmission du D.I.U.O. a été établi en 2 exemplaires :

- 1 exemplaire est remis au coordonnateur SPS,*
- 1 exemplaire est conservé dans le D.I.U.O. par le maître de l'ouvrage.*

